



PCML Flash

PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE - N°22 - 20 janvier 1983 - Hebdomadaire - 1,00F

Municipales :

Pour battre la droite, combattre l'austérité

A six semaines des élections municipales, les forces de droite accentuent leur offensive. Chirac vient de parfaire son image de marque à Washington auprès de son ami Reagan avant de présenter son « projet politique » et son soi-disant « plan de redressement » devant un Congrès extraordinaire du RPR, vaste opération publicitaire et mystificatrice. Giscard, de son côté, souhaite que le résultat des élections municipales conduise le gouvernement à être « réaliste », et se déclare certain d'une accélération de l'échéancier politique et d'une anticipation des élections législatives. Barre ne trouve rien de mieux que de promettre une suspension pour deux ans de l'application de la cinquième semaine de congés payés.

Dans le même temps, le grand patronat continue sa tactique de harcèlement du gouvernement et son offensive contre les travailleurs. Si Gattaz vient d'estimer que les nouvelles mesures d'aides aux entreprises vont dans le bon sens, il demande de nouvelles réductions des charges des entreprises afin de rehausser les profits capitalistes. Dans les négociations sur l'application de la retraite à 60 ans, il veut limiter à un tiers des ayants droits le nombre des bénéficiaires et à condition que l'Etat paye.

METTRE EN ÉCHEC L'OFFENSIVE DE LA DROITE

Toutes les forces réactionnaires se coalisent pour gagner les élections municipales, prendre une première revanche, saboter tout changement favorable aux travailleurs et hâter leur retour au gouvernement. Elles se saisissent des maladresses, des hésitations et des erreurs économiques, politiques et sociales graves commises par le gouvernement, surtout depuis juin 82, et tentent d'utiliser partout le mécontentement.

Elles cherchent ainsi à faire oublier que leur maintien au gouvernement aurait entraîné une aggravation de l'attaque contre les travailleurs, contre leurs droits et leurs acquis dans les domaines qu'elles menaient depuis 1976 et que la situation serait encore pire pour les masses populaires.

C'est pourquoi, le Comité central du PCML appelle à mettre en échec ces tentatives et manœuvres de la droite lors des élections municipales.

TROIS CONDITIONS SIMULTANÉES

Etre efficace pour battre la droite et agir pour de véritables changements en faveur des travailleurs implique de remplir trois conditions simultanées :

- constituer partout, dès le premier tour, des listes d'union de toutes les composantes de la gauche, du mouvement ouvrier et populaire, de ses différentes organisations ;

- élaborer des programmes municipaux qui répondent profondément aux aspirations ouvrières et populaires, tant pour améliorer les conditions de vie que pour développer la démocratie ;

- rejeter la politique d'austérité, cesser de faire des cadeaux au patronat, car cette politique s'en prend aux intérêts des travailleurs.

C'est sur cette base que, depuis plusieurs mois, le PCML participe à la préparation des élections municipales, au plan local comme national.

UNE ATTITUDE D'HÉGÉMONIE

Mais ce n'est pas l'orientation qui a prévalu à gauche. Le Parti socialiste a fait preuve, dans de nombreuses villes et régions, d'une attitude de domination et d'hégémonie tant sur la question des têtes de liste que dans la composition de celles-ci. Il a ainsi mis à l'écart des organisations qui, comme le PCML, représentent un courant réel du mouvement ouvrier et populaire, même si jusqu'ici faible sur le terrain électoral. Il a, le plus souvent, exigé de ses partenaires un soutien de la politique gouvernementale et un engagement à la solidarité ultérieure.

Ces attitudes et positions ont entravé le nécessaire rassemblement de l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier et populaire.

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ

Le gouvernement a maintenu et étendu la politique d'austérité mise en œuvre depuis juin 82. Après la baisse du pouvoir d'achat, les droits sociaux des travailleurs (Sécurité sociale, indemnisation du chômage) et donc leurs intérêts immédiats comme à long terme ont été entamés. Le gouvernement a multiplié les aides au patronat, lui faisant de véritables cadeaux, dans l'espoir de concilier l'inconciliable, la logique du travail et celle du capital, celle-ci l'emportant chaque jour davantage.

Cette politique d'austérité conduit au découragement et à la démobilisation des travailleurs, comme le constatent les récentes déclarations alarmistes de Lionel Jospin ou l'appel du PCF à ceux qui envisagent de s'abstenir.

Si l'on veut mettre tous les atouts du côté des travailleurs pour battre la droite aux municipales, il faut combattre résolument l'austérité.

DÉFENDRE LES INTÉRÊTS OUVRIERS ET POPULAIRES

Dans la bataille des municipales, là où il aura des candidats comme partout ailleurs, le PCML développera l'action pour défendre les intérêts ouvriers et populaires, en particulier :

- pour le droit au travail, l'amélioration des conditions de logement, de cadre de vie, pour la satisfaction des besoins sociaux ;

- pour développer la participation et le contrôle des travailleurs et de leurs organisations sur tout ce qui les concerne ;

- pour la réforme des impôts locaux, réduisant les charges des familles populaires ;

- pour que le personnel communal bénéficie de tous les acquis de la Fonction publique ;

- pour le soutien actif des luttes des travailleurs des usines, des bureaux comme de la campagne.

Comité central du PCML - 16 janvier 1983

LE MRAP FAIT DES PROPOSITIONS POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS

A l'occasion d'une conférence de presse où il a fait le point de la situation des immigrés en France (régularisation des sans-papiers, certificat d'hébergement, etc.) et fait état des problèmes graves qui subsistent, et où il a dénoncé la campagne raciste de la droite, le MRAP a fait des propositions concrètes soumises aux candidats aux municipales de mars 83. Ces propositions visent à la fois à «affirmer le droit de chaque groupe (immigrés, ressortissants des DOM-TOM, tziganes, gens du voyage) à son originalité et à son expression» et «à refuser l'enfermement dans le "ghetto", à favoriser les échanges entre communautés, à faciliter la participation de chacun à la vie de l'ensemble de la cité». Elles concernent quatre domaines :

— l'information et la sensibilisation de l'opinion publique par les bulletins et panneaux municipaux, les bibliothèques municipales, les «fêtes de l'amitié», les noms de rues, l'affichage de la loi du 1er juillet 1972 dans les lieux publics, les jumelages avec des villes des pays ayant des ressortissants dans la commune, l'animation scolaire...

— les structures d'accueil, notamment : — dans les services publics, il faut un personnel formé, des interprètes, des animateurs, des affiches en plusieurs langues ; — au niveau habitat, il faut «éviter la ségrégation et les ghettos». A ce propos, le MRAP répète que «les notions de quota et de seuil de tolérance sont dangereuses», car «ni claires ni scientifiques» ; — au niveau emploi, «que l'emploi d'immigrés parmi les travailleurs communaux soit assorti de garanties et de possibilités de promotion».

— la participation des groupes «minoritaires» aux responsabilités et à la vie communale (soutien des communes aux associations d'immigrés, commissions extra-municipales, etc.).

— la collaboration des communes avec les mouvements antiracistes.

Nouvelle-Calédonie

L'INDÉPENDANCE EST URGENTE

«Si tout le monde accepte, à partir des événements en Nouvelle-Calédonie, de considérer qu'on doit réexaminer son comportement : il n'y a pas de risque d'escalade» affirme le haut commissaire Roynette. Qui doit donc réexaminer son comportement? Les avocats des «inculpés» ont raconté, lors de la conférence de presse du lundi 17 : «C'était la panique. Des habitants ont cru que c'était la guerre et qu'ils allaient tous mourir. Les gens de Koinde ne savaient pas ce que c'était des grenades lacrymogènes.» Par ailleurs, la violence policière fut utilisée pour obtenir «des aveux». L'envoyé du Monde pose une question sur la similitude avec l'origine du «drame algérien» : bonne question!

A propos de l'enquête de France Inter sur le financement des partis,

L'ARGENT ET LA DÉMOCRATIE

Dans le cadre de l'enquête de France Inter sur le financement des partis, Pierre Bauby, dans une lettre envoyée à Bernard Valette et Robert Schneider de France Inter, détaille les limitations à la démocratie imposées par le système actuel aux organisations de taille modeste, notamment :

«Le code électoral limite le remboursement du matériel électoral, pourtant légal — bulletins de vote, professions de foi, affiches sur les panneaux officiels — aux seuls candidats recueillant 5% des suffrages, rendant ainsi plus difficile la présentation de candidats. Le même code électoral interdit l'affichage en dehors des panneaux officiels, mais cette disposition est systématiquement violée par ceux qui ont les moyens de se payer de grands placards publicitaires. Compte tenu de ces inégalités finan-

cières, comme du reste du code électoral, qui faussent l'expression démocratique des électeurs, les petites organisations ne disposent pas de mandats électifs et donc ni d'«indemnités» versées aux élus, ni de facilités pour obtenir des locaux.

«En matière de presse, il n'existe aucune aide à la presse d'opinion victime des conditions actuelles d'impression et de distribution. Le système publicitaire aggrave encore ces disparités. Les petites organisations ne disposent d'aucune autre source de financement que les cotisations de leurs membres et des souscriptions de leurs sympathisants, alors que les subventions du patronat et des milieux d'affaires permettent aux partis de droite de disposer de ressources sans rapport avec les cotisations de leurs adhérents.»

Conférence de presse de la CGT :

Comment agir efficacement?

Pour sa première conférence de presse de l'année, abordant la situation sociale après l'année 1982 et 20 mois de gauche au pouvoir, Henri Krasucki en a fait ce lundi 17 janvier une présentation maintenant classique à la CGT : une «situation aux aspects contradictoires», avec des motifs de satisfaction et des raisons d'insatisfaction.

Parmi ces dernières : le pouvoir d'achat pour lequel «1982 aura représenté une perte pour l'immense majorité des salariés», avec une urgence particulière : l'application des engagements sur le SMIC ; le problème de la retraite à 60 ans, qui, pour être une conquête effective «doit avoir les mêmes conditions de pension qu'à 65 ans» ; le conflit à Renault dont «il n'est pas normal, dans une entreprise nationalisée et avec un gouvernement de gauche, qu'il ait pris de telles proportions» et dont «la direction qui en est responsable doit assumer les conséquences»...

Le secrétaire général de la CGT a particulièrement souligné «les résultats et conquêtes importantes», citant la prochaine loi sur le statut des fonctionnaires, le tiers payant, les mesures pour la formation des jeunes, le premier comité central de groupe (à Saint-Gobain), la mise en œuvre d'une politique de développement industriel, etc., à un moment où «l'on tente de minimiser les résultats, les conquêtes obtenues par les travailleurs», où «il y a une campagne pour cultiver découragement et passivité».

Cette présentation n'est évidemment pas étrangère à la bataille des élections municipales où la droite, pour le succès qu'elle escompte, table manifestement sur une telle «passivité» (c'est-à-dire abstention) dans l'électorat de gauche. Il est bien clair aussi qu'une passivité

des travailleurs est, en toute circonstance, un facteur tout à fait négatif dans la défense de leurs intérêts et l'avancée de leurs revendications. Leur intervention, leur action, leur lutte, leur mobilisation sont nécessaires : nous en sommes tout à fait d'accord.

Aussi partageons-nous ce point de vue exprimé par Henri Krasucki (en réponse à une question) : relevant qu'il y a un manque à gagner pour les travailleurs, il a dit que «la vraie question de l'année sur le plan social c'est comment agir efficacement, sans favoriser le retour de la droite, mais sans immobilisme, pour corriger ce qui ne va pas.»

La réponse à une telle question et la possibilité de mobiliser les travailleurs dans ce sens dépendent pour une bonne part de l'appréciation globale que l'on porte sur la politique actuelle du gouvernement. Pour notre part, nous n'en nions pas les aspects positifs. Mais est-elle bien celle qu'on peut attendre d'un gouvernement s'affirmant du côté des travailleurs? Une autre n'est-elle pas possible, qui réserve la rigueur au capital et en épargne les travailleurs, qui s'en prenne vraiment aux profits, aux exploités, aux spéculateurs? et qui puisse s'appuyer fermement sur les travailleurs, les mobiliser, tant il est vrai que l'avancée dans une telle orientation dépend du rapport de forces, de la mobilisation des travailleurs... Une orientation qui bien sûr ne risque aucun cas d'être mise en œuvre par la droite! La CGT est discrète aujourd'hui sur cette question d'orientation générale (elle ne l'a pas toujours été). Il n'est pas sûr que cette discrétion facilite l'action pour corriger ce qui ne va pas sans favoriser le retour de la droite...

Gilles CARPENTIER